



## **RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU TROISIÈME TRIMESTRE ET DES NEUF PREMIERS MOIS DE 2017**

Chers actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du Groupe Lectra pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2017, clos le 30 septembre, qui n'ont pas fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes.

Les comparaisons détaillées entre 2017 et 2016 sont données, sauf indication contraire, aux cours de change 2016 (« données comparables »).

Afin d'adapter la présentation des commandes et du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes à l'évolution de son offre de produits dans le cadre de sa nouvelle feuille de route 2017-2019, la société a décidé, dès le 1<sup>er</sup> trimestre 2017, de présenter les logiciels de ses machines de découpe dans la même rubrique que ces dernières, désormais intitulée « Equipements de CFAO et leurs logiciels ». Ces logiciels figuraient précédemment dans la rubrique « Nouvelles licences de logiciels ». Les autres logiciels, seuls susceptibles de migrer progressivement, en tout ou partie, vers des abonnements récurrents (SaaS), figurent dans la rubrique désormais intitulée « Nouvelles licences de logiciels de CFAO et de PLM ». D'autre part, pour préserver la cohérence entre la présentation du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes et celui des contrats récurrents, les contrats sur les logiciels des machines de coupe, auparavant regroupés dans la rubrique « Contrats d'évolution et de service en ligne des logiciels », sont présentés dans la rubrique maintenant intitulée « Contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO et de leurs logiciels ». Les chiffres de 2016 ont été retraités en conséquence pour permettre la comparaison avec ceux de 2017. Les impacts de ce reclassement sont donnés en note 5 de l'annexe.

### **1. SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ DU TROISIÈME TRIMESTRE 2017**

Avec une parité moyenne de \$ 1,17 / € 1 au troisième trimestre, le dollar s'est inscrit en baisse de 5 % par rapport au troisième trimestre 2016 (\$ 1,12 / € 1). Le yuan s'est également déprécié de 5 % face à l'euro. L'évolution des devises a eu pour effet mécanique de diminuer de € 1,9 million (- 3 %) le chiffre d'affaires et de € 0,9 million (- 8 %) le résultat opérationnel dans les chiffres exprimés à données réelles, par rapport à ceux établis à données comparables.

#### **Forte croissance des commandes de nouveaux systèmes**

Après avoir progressé de 12 % au premier semestre, les commandes de nouveaux systèmes (€ 26,5 millions) augmentent de 15 % (+ € 3,7 millions) par rapport au troisième trimestre 2016. A données réelles, la croissance est de 12 %.

Les commandes de nouvelles licences de logiciels de CFAO et de PLM (€ 3,4 millions) progressent de 4 %, celles des équipements de CFAO et de leurs logiciels (€ 19,3 millions) de 17 %, et celles de formation et de conseil (€ 3,2 millions) de 24 %.

## Progression modérée du résultat opérationnel

Le chiffre d'affaires s'élève à € 67,2 millions, en croissance de 7 % par rapport au troisième trimestre 2016 (+ 4 % à données réelles).

Le résultat opérationnel atteint € 10,6 millions, en hausse de 3 % à données comparables, mais en baisse de 5 % à données réelles. La marge opérationnelle s'établit à 15,8 %, en diminution de 0,8 point (- 1,6 point à données réelles). Il convient de rappeler que, chaque année, le résultat opérationnel du troisième trimestre bénéficie de la réduction naturelle des frais généraux pendant les mois de congés d'été.

Le résultat net atteint € 7,3 millions, en baisse de € 0,7 million (- 9 %) à données réelles.

Enfin, le cash-flow libre s'élève à € 2,9 millions (€ 9,1 millions au troisième trimestre 2016, après l'encaissement du solde de € 5,1 millions du crédit d'impôt recherche 2012).

## 2. ACTIVITÉ ET COMPTES CONSOLIDÉS DES NEUF PREMIERS MOIS DE 2017

Avec une parité moyenne de \$ 1,11 / € 1 au cours des neuf premiers mois, le dollar est resté stable par rapport à la même période de 2016. Le yuan, de son côté, s'est déprécié de 3 %.

Cette évolution des devises a eu un impact mécanique négligeable sur le chiffre d'affaires et a augmenté de € 0,2 million (+ 1 %) le résultat opérationnel, dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

### Commandes de nouveaux systèmes

Au total, les commandes de nouveaux systèmes s'élèvent à € 90,8 millions, en progression de € 10,6 millions (+ 13 %) par rapport aux neuf premiers mois de 2016 : + 11 % pour les nouvelles licences de logiciels de CFAO et de PLM, + 15 % pour les équipements de CFAO et leurs logiciels et + 7 % pour la formation et le conseil.

Ces commandes sont stables en Asie-Pacifique et progressent dans toutes les autres régions. Elles augmentent de 25 % en Europe, de 13 % dans les Amériques et de 30 % dans les pays du reste du monde (Afrique du Nord, Afrique du Sud, Turquie, Moyen-Orient ...).

Les commandes progressent dans tous les marchés, de 19 % dans la mode et l'habillement, de 6 % dans l'automobile et de 14 % dans l'ameublement. Dans les autres industries, l'augmentation atteint 22 %. Ces différents marchés ont représenté respectivement 48 %, 36 %, 10 % et 6 % du montant total des commandes.

### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'élève à € 205,7 millions, en croissance de 8 % par rapport aux neuf premiers mois de 2016, à données comparables comme à données réelles.

Il progresse de 9 % en Europe, de 13 % en Asie-Pacifique et de 22 % dans les pays du reste du monde et diminue de 2 % dans les Amériques. Ces régions ont représenté respectivement 42 % (dont 7 % pour la France), 27 %, 7 % et 24 % du chiffre d'affaires global. En 2016, leurs poids respectifs étaient de 41 % (dont 7 % pour la France), 26 %, 6 % et 27 %.

### Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 90,8 millions) augmente de 10 %. Il représente 44 % du chiffre d'affaires global (43 % en 2016) :

- les nouvelles licences de logiciels de CFAO et de PLM (€ 12,4 millions) progressent de 18 % et contribuent à hauteur de 6 % au chiffre d'affaires global (5 % en 2016) ;

- les équipements de CFAO et leurs logiciels (€ 67,0 millions) augmentent de 8 % et représentent 33 % du chiffre d'affaires global (33 % en 2016) ;
- la formation et le conseil (€ 9,9 millions) sont en hausse de 18 % et représentent 5 % du chiffre d'affaires global (4 % en 2016).

### **Chiffre d'affaires des contrats récurrents, consommables et pièces**

Le chiffre d'affaires récurrent (€ 114,9 millions) augmente de 6 %. Il représente 56 % du chiffre d'affaires global (57 % en 2016).

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents – qui contribue à 58 % du chiffre d'affaires récurrent et à 32 % du chiffre d'affaires global – s'élève à € 66,2 millions. Il progresse de 8 % :

- les contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels de CFAO et de PLM (€ 28,7 millions), en hausse de 5 % par rapport à 2016, représentent 14 % du chiffre d'affaires global ;
- les contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO et de leurs logiciels (€ 37,5 millions), en croissance de 10 %, représentent 18 % du chiffre d'affaires global.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des consommables et pièces (€ 48,7 millions) augmente de 4 % et représente 24 % du chiffre d'affaires global (25 % pour les neuf premiers mois de 2016).

### **Carnet de commandes**

Au 30 septembre 2017, le carnet de commandes des nouveaux systèmes (€ 24,5 millions) est stable par rapport au 31 décembre 2016, à données comparables, mais diminue de € 1,4 million à données réelles. Il est supérieur de € 3,9 millions par rapport à celui du 30 septembre 2016, à données réelles.

Le carnet de commandes comprend € 17,7 millions de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO, dont € 16,2 millions livrables au quatrième trimestre et € 1,5 million en 2018, ainsi que € 6,8 millions de formation et de conseil livrables au fur et à mesure de la réalisation des projets.

### **Marge brute**

La marge brute s'élève à € 150,5 millions.

Le taux de marge brute global atteint 73,2 %, en diminution de 0,6 point par rapport à celui des neuf premiers mois de 2016.

Les charges de personnel et les autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de service ou de la formation et du conseil ne sont pas intégrées dans le coût des ventes mais figurent dans les frais généraux.

### **Frais généraux**

Les frais généraux s'établissent à € 121,4 millions, en augmentation de € 7,4 millions (+ 7 %) par rapport aux neuf premiers mois de 2016.

Ils se décomposent comme suit :

- € 107,9 millions de frais fixes (+ 6 %) ;
- € 13,5 millions de frais variables (+ 13 %).

Les dépenses de recherche et développement (€ 18,8 millions), entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes, représentent 9,1 % du chiffre d'affaires (€ 16,7 millions et 8,7 % pour les neuf premiers mois de 2016). Après déduction du crédit d'impôt recherche et de la part correspondante du crédit d'impôt compétitivité et emploi applicables en France, les frais nets de R&D totalisent € 12,9 millions (€ 11,5 millions en 2016).

### Résultat opérationnel et résultat net

Le résultat opérationnel atteint € 29,1 millions. Par rapport aux neuf premiers mois de 2016, il progresse de € 2,3 millions (+ 8 %) à données comparables et de € 2,4 millions (+ 9 %) à données réelles.

La marge opérationnelle s'établit à 14,1 %, en augmentation de 0,1 point à données comparables et de 0,2 point à données réelles.

Les produits et charges financiers représentent une charge nette de € 0,2 million et le résultat de change est négatif de € 0,7 million.

Après une charge d'impôt de € 8,0 millions, le résultat net atteint € 20,1 millions, en hausse de € 1,3 million (+7 %) à données réelles.

Le bénéfice net par action s'élève à € 0,64 sur capital de base et € 0,62 sur capital dilué (€ 0,61 et € 0,59, respectivement pour les neuf premiers mois de 2016).

### Cash-flow libre

Le cash-flow libre atteint € 19,2 millions, en augmentation de € 8,1 millions, à données réelles, par rapport aux neuf premiers mois de 2016, avant l'encaissement du solde du crédit d'impôt recherche de 2012, d'un montant de € 5,1 millions. L'encaissement du solde du crédit d'impôt recherche de 2013 (€ 6,3 millions) devrait intervenir au cours du quatrième trimestre.

### Structure financière

Au 30 septembre 2017, les capitaux propres s'établissent à € 141,8 millions (€ 132,6 millions au 31 décembre 2016), après paiement le 5 mai du dividende de € 11,0 millions (€ 0,35 par action) au titre de l'exercice 2016.

La société n'a pas de dette financière. La trésorerie disponible et la trésorerie nette atteignent € 84,0 millions (€ 75,7 millions au 31 décembre 2016).

Le besoin en fonds de roulement s'élève à € 1,5 million. Il comprend la créance de € 23,6 millions sur le Trésor public français au titre des crédits d'impôt recherche comptabilisés depuis l'exercice 2013 (€ 21,6 millions au 31 décembre 2016), non encaissés et non imputés sur l'impôt. Retraité de cette créance, le besoin en fonds de roulement est négatif de € 22,0 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

Ces crédits d'impôt, lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés, font l'objet d'une créance sur le Trésor public français. Si celle-ci n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, elle est remboursée à la société au cours de la quatrième année.

## 3. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE

### Évolution du capital

Au 30 septembre 2017, le capital social est de € 31 494 828, divisé en 31 494 828 actions d'une valeur nominale de € 1,00.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, il a été augmenté de € 247 274 en valeur nominale (assorti d'une prime d'émission de € 1 106 699) par la création de 247 274 actions résultant de la levée d'options de souscription d'actions.

### Principaux actionnaires

Le 19 juin 2017, André Harari et Daniel Harari ont déclaré ne plus détenir de concert aucune action de la société, du fait de la cession par André Harari de ses actions. À cette occasion, André Harari a franchi individuellement en baisse, le 16 juin 2017, les seuils de 15 %, 10 % et 5 % du capital et des droits de vote de la société et ne détient plus d'action de la société.

Le 19 juin 2017 également, la société Kabouter Management LLC (États-Unis), agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion ou qu'elle conseille, a déclaré avoir franchi en hausse, le 14 juin 2017, les seuils de 5 % et 10 % du capital et des droits de vote de la société et détenir 10,48 % du capital et 10,38 % des droits de vote.

Aucun franchissement de seuil n'a été notifié à la société depuis le 30 juin 2017.

A la date du présent rapport, à la connaissance de la société :

- Daniel Harari détient 17,5 % du capital et 17,3 % des droits de vote ;
- Kabouter Management LLC (États-Unis), agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, détient plus de 10 % (et moins de 15 %) du capital et des droits de vote ;
- Allianz SE (Allemagne), par l'intermédiaire des sociétés françaises qu'elle contrôle, et Kempen Oranje Participaties (Pays-Bas) détiennent chacune plus de 5 % (et moins de 10 %) du capital et des droits de vote.

Aucun autre actionnaire n'a déclaré détenir plus de 5 % du capital ou des droits de vote.

### Actions de la société détenues en propre

Au 30 septembre 2017, la société détenait 0,03% de ses propres actions dans le seul cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

### Évolution du cours de Bourse et des volumes d'échange

Au 30 septembre 2017, le cours de Bourse (€ 26,56) s'est inscrit en hausse de 47 % par rapport au 31 décembre 2016 (€ 18,02). Son plus bas a été de € 16,89 le 5 janvier et son plus haut de € 30,00 le 5 juin.

Sur les neuf premiers mois de 2017, les indices CAC 40 et CAC Mid & Small ont progressé respectivement de 10 % et 21 %.

Selon les statistiques d'Euronext, le nombre d'actions échangées sur Euronext (7,4 millions) a augmenté de 123 % et les capitaux échangés (€ 171,9 millions) de 280 % par rapport aux neuf premiers mois de 2016. Ces chiffres excluent les échanges réalisés sur les autres plateformes de cotation. En les intégrant, les volumes totaux représentent, selon les estimations de la société, près du double des échanges réalisés sur Euronext. Ces chiffres ne prennent pas en compte la cession par André Harari de l'intégralité de sa participation dans Lectra (5,6 millions d'actions) au mois de juin.

## 4. COOPTATION D'UN NOUVEL ADMINISTRATEUR

Suite à la démission d'André Harari de ses fonctions d'administrateur, le 27 juillet 2017, le Conseil d'Administration du 30 octobre 2017 a décidé, à l'unanimité, de coopter Monsieur Ross McInnes, en qualité d'administrateur indépendant, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Cette cooptation sera soumise à l'approbation de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire annuelle des actionnaires qui se tiendra le 27 avril 2018.

## 5. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 30 SEPTEMBRE

Aucun événement important n'est à signaler.

## 6. CALENDRIER FINANCIER

Les résultats financiers du quatrième trimestre et de l'exercice 2017 seront publiés le 12 février 2018, après la clôture d'Euronext.

## 7. ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE L'ACTIVITÉ ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Dans son rapport financier du 9 février 2017 et son rapport annuel 2016, auxquels il convient de se référer, la société a développé sa vision de long terme et ses perspectives pour 2017.

### Une nouvelle feuille de route stratégique pour 2017-2019

La nouvelle feuille de route a été élaborée pour permettre à la société de devenir un acteur incontournable de l'Industrie 4.0, de conforter son *leadership* mondial et d'assurer une croissance durable, tout en préservant sa rentabilité à court terme et en continuant de concentrer son activité sur ses principaux marchés sectoriels : la mode et l'habillement, l'automobile et l'ameublement.

Parce qu'elle nécessite l'intégration de solutions et de services intelligents et le remplacement des outils de production incompatibles avec les concepts de l'usine connectée, l'Industrie 4.0 représente une opportunité sans précédent pour Lectra. Sa capacité à combiner – et non simplement juxtaposer – machines, logiciels et services lui confère un atout majeur pour intervenir chez ses clients à des niveaux de plus en plus stratégiques dans leur chaîne de valeur.

Le premier rapport d'étape sur la mise en œuvre de cette feuille de route sera communiqué le 12 février 2018.

### Perspectives 2017

Lectra a abordé 2017 avec des fondamentaux opérationnels plus solides que jamais et une structure financière à nouveau renforcée.

Toutefois, la persistance de conditions macroéconomiques, géopolitiques, politiques et monétaires incertaines, ainsi que l'accroissement des risques qui leur sont liés, continuent à peser fortement sur les décisions d'investissement des entreprises.

Dans ce contexte, la société s'est fixé, en début d'année, un objectif de croissance du chiffre d'affaires de 6 % à 12 % et du résultat opérationnel courant de 7 % à 15 %, pour 2017, à données comparables.

L'activité et les résultats des neuf premiers mois confortent la société dans l'atteinte de cet objectif.

Par ailleurs, l'appréciation récente de l'euro face au dollar et à de nombreuses autres devises, si elle devait se confirmer, aurait pour effet mécanique de diminuer le chiffre d'affaires du quatrième trimestre d'environ € 3,0 millions et le résultat opérationnel de € 1,8 million sur la base des parités au 30 septembre 2017 par rapport à celles du quatrième trimestre 2016 (en particulier \$ 1,18 / € 1 contre \$ 1,08 / € 1).

Confortée par la solidité de son modèle économique et par l'adéquation de sa nouvelle feuille de route aux exigences de l'Industrie 4.0, la société est confiante sur ses perspectives de croissance à moyen terme.

Le Conseil d'Administration  
Le 30 octobre 2017

## Attestation de la société relative au rapport du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2017

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois écoulés sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2017 ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les neuf premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les trois mois restants de l'exercice".

Paris, le 30 octobre 2017

Daniel Harari  
Président-Directeur Général

Jérôme Viala  
Directeur Général Adjoint

## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

### ACTIF

(en milliers d'euros)	30 septembre 2017	31 décembre 2016	30 septembre 2016
Écarts d'acquisition	32 211	33 334	32 885
Autres immobilisations incorporelles	3 279	4 179	4 376
Immobilisations corporelles	22 854	21 317	20 381
Actifs financiers non courants	2 616	2 351	2 153
Impôts différés	8 359	9 323	9 225
<b>Total actifs non courants</b>	<b>69 319</b>	<b>70 504</b>	<b>69 020</b>
Stocks	29 765	25 491	27 070
Clients et comptes rattachés	46 327	60 076	43 699
Autres actifs courants	33 240	30 695	30 577
Trésorerie et équivalents de trésorerie	84 037	75 696	67 268
<b>Total actifs courants</b>	<b>193 369</b>	<b>191 958</b>	<b>168 614</b>
<b>Total actifs</b>	<b>262 688</b>	<b>262 462</b>	<b>237 634</b>

### PASSIF

(en milliers d'euros)	30 septembre 2017	31 décembre 2016	30 septembre 2016
Capital social	31 495	31 248	31 171
Primes d'émission et de fusion	12 018	10 912	10 587
Actions détenues en propre	(210)	(91)	(280)
Écarts de conversion	(9 842)	(8 537)	(8 891)
Réserves et résultats consolidés	108 308	99 052	90 413
<b>Capitaux propres</b>	<b>141 769</b>	<b>132 583</b>	<b>123 001</b>
Engagements de retraite	9 350	8 943	9 871
Emprunts et dettes financières à long terme	-	-	-
<b>Total passifs non courants</b>	<b>9 350</b>	<b>8 943</b>	<b>9 871</b>
Fournisseurs et autres passifs courants	59 294	59 280	54 740
Produits constatés d'avance	45 731	53 854	43 283
Dette d'impôt exigible	2 765	4 420	3 696
Emprunts et dettes financières à court terme	-	-	-
Provisions	3 779	3 382	3 044
<b>Total passifs courants</b>	<b>111 569</b>	<b>120 936</b>	<b>104 763</b>
<b>Total passifs et capitaux propres</b>	<b>262 688</b>	<b>262 462</b>	<b>237 634</b>



## COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> juillet au 30 septembre 2017 (trois mois)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2017 (neuf mois)	Du 1 <sup>er</sup> juillet au 30 septembre 2016 (trois mois)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2016 (neuf mois)
Chiffre d'affaires	67 200	205 713	64 398	190 743
Coût des ventes	(18 491)	(55 227)	(16 603)	(49 969)
<b>Marge brute</b>	<b>48 709</b>	<b>150 485</b>	<b>47 795</b>	<b>140 774</b>
Frais de recherche et développement	(3 907)	(12 932)	(3 361)	(11 518)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(34 212)	(108 501)	(33 252)	(102 649)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>10 591</b>	<b>29 052</b>	<b>11 182</b>	<b>26 607</b>
Produits financiers	47	188	28	101
Charges financières	(110)	(382)	(96)	(354)
Résultat de change	(117)	(746)	(196)	(338)
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>10 411</b>	<b>28 113</b>	<b>10 918</b>	<b>26 016</b>
Impôts sur le résultat	(3 072)	(8 039)	(2 842)	(7 285)
<b>Résultat net</b>	<b>7 338</b>	<b>20 074</b>	<b>8 076</b>	<b>18 731</b>

(en euros)

Résultat par action :

- de base	0,23	0,64	0,26	0,61
- dilué	0,23	0,62	0,25	0,59

Nombre d'actions utilisé pour les calculs :

- résultat de base	31 462 233	31 371 310	31 004 440	30 910 610
- résultat dilué	32 371 676	32 332 592	31 881 515	31 720 512

## ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> juillet au 30 septembre 2017 (trois mois)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2017 (neuf mois)	Du 1 <sup>er</sup> juillet au 30 septembre 2016 (trois mois)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2016 (neuf mois)
<b>Résultat net</b>	<b>7 338</b>	<b>20 074</b>	<b>8 076</b>	<b>18 731</b>
Écarts de conversion	(365)	(1 000)	123	(697)
Effet d'impôts	(96)	(305)		
<b>Total éléments qui seront reclassés en résultat net</b>	<b>(460)</b>	<b>(1 305)</b>	<b>123</b>	<b>(697)</b>
Réévaluation du passif net au titre des régimes de retraite à prestations définies	(96)	(90)	(537)	(1 118)
Effet d'impôts	33	30	182	372
<b>Total éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net</b>	<b>(64)</b>	<b>(60)</b>	<b>(355)</b>	<b>(746)</b>
<b>Total autres éléments du résultat global</b>	<b>(524)</b>	<b>(1 365)</b>	<b>(232)</b>	<b>(1 443)</b>
<b>Résultat global</b>	<b>6 815</b>	<b>18 709</b>	<b>7 844</b>	<b>17 288</b>

## TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2017 (neuf mois)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2016 (neuf mois)
<b>I - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE</b>		
Résultat net	20 074	18 731
Dotations nettes aux provisions, amortissements et dépréciations	6 057	5 175
Éléments non monétaires du résultat	908	(698)
Plus- ou moins-values sur cessions d'actifs	41	34
Variation des impôts différés	258	(148)
<b>Capacité d'autofinancement d'exploitation</b>	<b>27 338</b>	<b>23 094</b>
Variation des stocks et en-cours	(5 260)	(4 046)
Variation des créances clients et comptes rattachés	4 955	2 637
Variation des autres actifs et passifs courants	(2 820)	(1 052)
<b>Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation</b>	<b>(3 125)</b>	<b>(2 461)</b>
<b>Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle</b>	<b>24 213</b>	<b>20 633</b>
<b>II - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(333)	(910)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(4 345)	(3 505)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	4	22
Coût d'acquisition des activités rachetées <sup>(1)</sup>	-	(962)
Acquisitions d'immobilisations financières <sup>(2)</sup>	(3 754)	(2 449)
Cessions d'immobilisations financières <sup>(2)</sup>	3 426	2 452
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>(5 002)</b>	<b>(5 352)</b>
<b>III - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>		
Augmentations de capital en numéraire	1 354	1 954
Versement de dividendes	(10 977)	(9 274)
Achats par la société de ses propres actions	(3 385)	(2 350)
Ventes par la société de ses propres actions	3 313	2 364
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>(9 695)</b>	<b>(7 306)</b>
<b>Variation de la trésorerie</b>	<b>9 516</b>	<b>7 975</b>
<b>Trésorerie à l'ouverture</b>	<b>75 696</b>	<b>59 347</b>
Variation de la trésorerie	9 516	7 975
Incidence des variations de cours de change	(1 175)	(54)
<b>Trésorerie à la clôture</b>	<b>84 037</b>	<b>67 268</b>
<b>Cash-flow libre</b>	<b>19 211</b>	<b>16 243</b>
Impôts (payés) / remboursés, nets	(4 290)	(4 368)
Intérêts (payés)	-	-

(1) Au 30 septembre 2016, ce montant correspondait au coût d'acquisition des activités de l'ancien agent du Groupe au Vietnam (cf. note 3 ci-après).

(2) Ces montants comprennent, pour l'essentiel, la valorisation des achats et ventes d'actions propres réalisés dans le cadre du contrat de liquidité, dont la contrepartie figure dans les lignes correspondantes des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

## TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social		Capital social	Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Écarts de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale						
<b>Capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2016</b>	<b>30 786 399</b>	<b>1,00</b>	<b>30 786</b>	<b>9 018</b>	<b>(203)</b>	<b>(8 194)</b>	<b>81 547</b>	<b>112 955</b>
Résultat net							18 731	18 731
Autres éléments du résultat global						(697)	(746)	(1 443)
<b>Résultat global</b>						<b>(697)</b>	<b>17 985</b>	<b>17 288</b>
Exercices d'options de souscription d'actions	384 806	1,00	385	1 569				1 954
Valorisation des options de souscription d'actions							96	96
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(77)			(77)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							60	60
Dividendes							(9 274)	(9 274)
<b>Capitaux propres au 30 septembre 2016</b>	<b>31 171 205</b>	<b>1,00</b>	<b>31 171</b>	<b>10 587</b>	<b>(280)</b>	<b>(8 891)</b>	<b>90 413</b>	<b>123 001</b>
<b>Capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2016</b>	<b>30 786 399</b>	<b>1,00</b>	<b>30 786</b>	<b>9 018</b>	<b>(203)</b>	<b>(8 194)</b>	<b>81 547</b>	<b>112 955</b>
Résultat net							26 662	26 662
Autres éléments du résultat global						(343)	(106)	(449)
<b>Résultat global</b>						<b>(343)</b>	<b>26 556</b>	<b>26 213</b>
Exercices d'options de souscription d'actions	461 155	1,00	461	1 893				2 354
Valorisation des options de souscription d'actions							142	142
Vente (achat) par la société de ses propres actions					112			112
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							81	81
Dividendes							(9 274)	(9 274)
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2016</b>	<b>31 247 554</b>	<b>1,00</b>	<b>31 248</b>	<b>10 912</b>	<b>(91)</b>	<b>(8 537)</b>	<b>99 052</b>	<b>132 583</b>
Résultat net							20 074	20 074
Autres éléments du résultat global						(1 305)	(60)	(1 365)
<b>Résultat global</b>						<b>(1 305)</b>	<b>20 014</b>	<b>18 709</b>
Exercices d'options de souscription d'actions	247 274	1,00	247	1 107				1 354
Valorisation des options de souscription d'actions							189	189
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(119)			(119)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							31	31
Dividendes							(10 977)	(10 977)
<b>Capitaux propres au 30 septembre 2017</b>	<b>31 494 828</b>	<b>1,00</b>	<b>31 495</b>	<b>12 018</b>	<b>(210)</b>	<b>(9 842)</b>	<b>108 308</b>	<b>141 769</b>

# NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU TROISIÈME TRIMESTRE ET DES NEUF PREMIERS MOIS DE 2017

## 1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Lectra, créée en 1973, cotée depuis 1987 sur Euronext, est le numéro un mondial des solutions technologiques intégrées (logiciels, équipements de découpe automatique et services associés), dédiées aux entreprises qui utilisent des tissus, du cuir, des textiles techniques et des matériaux composites dans la fabrication de leurs produits. Elle s'adresse à de grands marchés mondiaux : la mode et l'habillement, l'automobile, l'ameublement, ainsi qu'une grande variété d'autres industries (aéronautique, industrie nautique, éolien...).

Ses solutions métiers complètes et innovantes, spécifiques à chaque marché, permettent d'automatiser et d'optimiser la création, le développement des produits et leur production (vêtements, sièges et intérieurs de voiture, airbags, canapés, ...). Pour les métiers de la mode et de l'habillement, ses logiciels s'étendent à la gestion des collections et couvrent l'ensemble du cycle de vie des produits (*Product Lifecycle Management*, ou PLM).

Forte de 1 600 collaborateurs, Lectra a développé dans plus de 100 pays des relations privilégiées de long terme avec des clients prestigieux en contribuant à leur excellence opérationnelle et leur propose des solutions.

### *Implantation mondiale*

Basée en France, Lectra dispose, depuis le milieu des années 1980, d'une implantation mondiale d'envergure. Le Groupe accompagne ses clients à travers son réseau de 32 filiales commerciales et de services, qui lui a permis de réaliser en direct 92 % de son chiffre d'affaires en 2016. Ce réseau, unique au regard de ses concurrents, est complété par des agents et distributeurs dans certaines régions.

### *Clients*

Les clients du Groupe sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Lectra contribue à la résolution de leurs enjeux stratégiques : réduire les coûts et améliorer la productivité, diminuer le *time-to-market*, faire face à la mondialisation, développer et sécuriser les échanges d'informations électroniques, développer la qualité, répondre à la demande de *mass customisation*, assurer la maîtrise et le développement des marques.

### *Produits et services*

Le Groupe commercialise des solutions technologiques intégrées – logiciels, équipements de découpe automatique et services associés : maintenance technique, support, formation, conseil, vente de consommables et de pièces.

Les équipements et logiciels sont conçus et développés par la société. Les équipements sont assemblés à partir de sous-ensembles fournis par un réseau international de sous-traitants et testés sur le site industriel de Bordeaux-Cestas (France), où est réalisé l'essentiel des activités de recherche et de développement.

### *Collaborateurs*

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de ses collaborateurs dans le monde, qui regroupent des équipes de recherche, techniques et commerciales expertes, connaissant parfaitement les domaines d'activité de leurs clients.

Lectra offre à tous ses clients une forte proximité géographique, avec plus de 850 collaborateurs dans ses filiales commerciales et de services. Près de 300 ingénieurs sont dédiés à la R&D et plus de 150 personnes aux achats industriels, à l'assemblage et aux tests des équipements de CFAO, et à la logistique.

### Call Centers

Les cinq *Call Centers* internationaux de Lectra, à Bordeaux-Cestas (France), Madrid (Espagne), Milan (Italie), Atlanta (États-Unis) et Shanghai (Chine), couvrent l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie.

L'ensemble de ses technologies est présenté dans son *International Advanced Technology & Conference Center* de Bordeaux-Cestas (France), pour l'Europe et les visiteurs internationaux, et ses deux *showrooms* d'Atlanta (États-Unis) pour les Amériques et Shanghai (Chine) pour l'Asie-Pacifique.

### Modèle économique

Le modèle économique de Lectra repose sur trois piliers :

- un équilibre des risques, qui bénéficient d'une couverture naturelle par la répartition de l'activité sur des marchés sectoriels et géographiques aux cycles différents et le très grand nombre de clients dans le monde entier ;
- une répartition équilibrée du chiffre d'affaires entre le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes, moteur de la croissance de l'entreprise, et le chiffre d'affaires des contrats récurrents, consommables et pièces, essentiel à sa stabilité, qui constitue un amortisseur en période de conjoncture difficile ;
- la génération d'un cash-flow libre annuel important.

## 2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site Internet de la Commission européenne :

[http://ec.europa.eu/finance/company-reporting/ifrs-financial-statements/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/finance/company-reporting/ifrs-financial-statements/index_fr.htm)

Les états financiers consolidés condensés au 30 septembre 2017 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés du Groupe et leur annexe pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, disponibles sur [lectra.com](http://lectra.com).

Les comptes consolidés ont été préparés selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes consolidés annuels 2016. Ils ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration du 30 octobre 2017. Les comptes aux 30 septembre 2017 et 2016 n'ont pas fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes.

Il n'y a pas de nouvelles normes ou interprétations adoptées par l'Union européenne et applicables aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 qui auraient un impact sur les comptes du Groupe.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de normes, amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 ou qui n'ont pas encore été approuvées par l'Union européenne. Il étudie actuellement les impacts de l'application des normes IFRS 15 – *Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients* et IFRS 9 – *Instruments financiers* qui lui seront applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Le Groupe mènera l'étude sur les impacts de la norme IFRS 16 – *Contrats de location*, qui serait applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, sous réserve de son adoption par l'Union européenne.

En particulier, le Groupe signe avec ses clients des contrats à éléments multiples et étudie l'impact de l'allocation du chiffre d'affaires en fonction des prix de vente spécifiques selon IFRS 15. Le Groupe n'attend pas d'impact significatifs de l'application de la norme IFRS 9.

La comparabilité des comptes trimestriels, semestriels et annuels peut être affectée par la nature légèrement saisonnière des activités du Groupe qui réalise sur le quatrième trimestre un chiffre d'affaires généralement plus élevé que sur les trimestres précédents, notamment en ce qui concerne le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes. Par ailleurs, les frais généraux sont réduits au troisième trimestre par l'effet des congés d'été en France et dans les filiales européennes. Ces deux éléments ont un effet positif sur le résultat opérationnel des trimestres concernés.

Les comparaisons mentionnées « à données comparables » sont établies à partir des chiffres 2017 traduits à cours de change 2016, comparés aux données réelles 2016.

### Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables. Si ces estimations ont été réalisées dans un contexte particulièrement incertain, les caractéristiques du modèle économique du Groupe permettent d'en assurer la pertinence.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives pour l'établissement des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et les impôts différés.

### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels et de logiciels est reconnu lorsque les risques et avantages significatifs liés à la propriété sont transférés à l'acquéreur.

Pour les matériels, ces conditions sont remplies lors du transfert physique du matériel tel que déterminé par les conditions de vente contractuelles. Pour les logiciels, ces conditions sont généralement remplies lorsque le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux contrats d'évolution des logiciels et de services récurrents, facturé par avance, est pris en compte de manière étalée sur la durée des contrats.

Le chiffre d'affaires lié à la facturation des services ne faisant pas l'objet de contrats récurrents est reconnu lors de la réalisation de la prestation ou, le cas échéant, en fonction de son avancement.

### Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks, en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

## Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis et ces derniers, ainsi que les frais de recherche, sont donc comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche et la part du crédit d'impôt compétitivité et emploi relative au personnel de R&D applicables en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de R&D, sont présentés en déduction des dépenses de R&D.

## Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société dans le seul cadre du contrat de liquidité.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de la période. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital dilué.

## Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise.

## Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein du Groupe. Les secteurs opérationnels présentés en note 6 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité Exécutif, « principal décideur opérationnel » du Groupe.

Les secteurs opérationnels correspondent aux grandes régions commerciales, regroupant des pays pour lesquels les caractéristiques économiques sont similaires (nature des produits et services, type de clients, méthodes de distribution) : il s'agit des régions Amériques, Europe, Asie-Pacifique et du reste du monde où la présence de la société concerne principalement les pays d'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud, la Turquie, Israël et les pays du Moyen-Orient. Ces régions exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, communication, logistique, achats, production, R&D, finance, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans un secteur opérationnel complémentaire, le secteur « Siège ».

La mesure de performance se fait sur le résultat opérationnel courant du secteur en excluant, le cas échéant, les produits et charges à caractère non récurrent et les pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation intersecteurs. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits, et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du secteur Siège et doit permettre d'en absorber les coûts. Les frais généraux du Siège étant pour l'essentiel fixes, sa marge brute et par conséquent son résultat opérationnel dépendent donc essentiellement du volume d'activité réalisé par les régions commerciales.

### 3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 30 septembre 2017, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre la société mère Lectra SA, 28 sociétés consolidées par intégration globale.

En juin 2017, le Groupe a procédé à la liquidation de sa filiale Lectra Hellas EPE (Grèce), qui était sans activité depuis plusieurs années. Cette liquidation n'a eu aucun impact sur l'état de la situation financière, le compte de résultat ou la trésorerie du Groupe.

Il n'y a pas eu d'autre variation de périmètre au cours des neuf premiers mois de 2017.

En septembre 2016, le Groupe avait procédé à la liquidation de sa filiale Humantec Industriesysteme GmbH (Huisheim, Allemagne), qui était sans activité depuis plusieurs années. Cette liquidation n'avait eu aucun impact sur l'état de la situation financière, le compte de résultat ou la trésorerie du Groupe.

La société avait également créé, en juin 2016, une nouvelle filiale au Vietnam, Lectra Vietnam, qui est consolidée par intégration globale dans les comptes du Groupe depuis le 30 juin 2016. L'incidence sur le compte de résultat et l'état de la situation financière du Groupe était négligeable, l'essentiel des ventes dans ce pays ayant été jusqu'à présent facturé par Lectra SA.

Quatre filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 30 septembre 2017, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à € 1,0 million, la valeur totale de leur actif à € 2,4 millions et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par Lectra SA.

Les transactions avec ces filiales correspondent principalement aux achats effectués auprès de Lectra SA pour leur activité locale ou aux frais et commissions facturés à Lectra SA pour assurer leur fonctionnement lorsqu'elles jouent un rôle d'agent. Ces transactions ne représentent pas un montant significatif au 30 septembre 2017.



## 4. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

### 4.1 Troisième trimestre 2017

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> juillet au 30 septembre				
	2017		2016	Variation 2017/2016	
	Réel	A cours de change 2016	Réel	Données réelles	Données comparables
<b>Chiffre d'affaires</b>	67 200	69 063	64 398	+4%	+7%
Coût des ventes	(18 491)	(18 640)	(16 603)	+11%	+12%
<b>Marge brute</b>	48 709	50 423	47 795	+2%	+5%
(en % du chiffre d'affaires)	72,5%	73,0%	74,2%	-1,7 point	-1,2 point
Frais de recherche et de développement	(3 907)	(3 907)	(3 361)	+16%	+16%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(34 212)	(35 021)	(33 252)	+3%	+5%
<b>Résultat opérationnel</b>	10 591	11 496	11 182	-5%	+3%
(en % du chiffre d'affaires)	15,8%	16,6%	17,4%	-1,6 point	-0,8 point
<b>Résultat avant impôts</b>	10 411	11 316	10 918	-5%	+4%
Impôt sur le résultat	(3 072)	na	(2 842)	+8%	na
<b>Résultat</b>	7 338	na	8 076	-9%	na

### 4.2 Neuf premiers mois de 2017

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 septembre				
	2017		2016	Variation 2017/2016	
	Réel	A cours de change 2016	Réel	Données réelles	Données comparables
<b>Chiffre d'affaires</b>	205 713	205 666	190 743	+8%	+8%
Coût des ventes	(55 227)	(55 199)	(49 969)	+11%	+10%
<b>Marge brute</b>	150 485	150 467	140 774	+7%	+7%
(en % du chiffre d'affaires)	73,2%	73,2%	73,8%	-0,6 point	-0,6 point
Frais de recherche et de développement	(12 932)	(12 932)	(11 518)	+12%	+12%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(108 501)	(108 675)	(102 649)	+6%	+6%
<b>Résultat opérationnel</b>	29 052	28 859	26 607	+9%	+8%
(en % du chiffre d'affaires)	14,1%	14,0%	13,9%	+0,2 point	+0,1 point
<b>Résultat avant impôts</b>	28 113	27 920	26 016	+8%	+7%
Impôt sur le résultat	(8 039)	na	(7 285)	+10%	na
<b>Résultat</b>	20 074	na	18 731	+7%	na

## 5. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

### 5.1 Troisième trimestre 2017

#### Chiffre d'affaires par région

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> juillet au 30 septembre							
	2017			2016		Variation 2017/2016		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2016	Réel	%	Données réelles		
Europe, dont :	27 692	41%	27 805	25 339	39%	+9%	+10%	
- France	4 468	7%	4 465	3 823	6%	+17%	+17%	
Amériques	16 892	25%	17 704	17 264	27%	-2%	+3%	
Asie - Pacifique	17 777	26%	18 692	18 118	28%	-2%	+3%	
Autres pays	4 840	7%	4 861	3 677	6%	+32%	+32%	
<b>Total</b>	<b>67 200</b>	<b>100%</b>	<b>69 063</b>	<b>64 398</b>	<b>100%</b>	<b>+4%</b>	<b>+7%</b>	

#### Chiffre d'affaires par activité

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> juillet au 30 septembre							
	2017			2016		Variation 2017/2016		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2016	Réel	%	Données réelles		
Nouvelles licences de logiciels de CFAO et de PLM <sup>(1)</sup>	3 545	5%	3 646	3 718	6%	-5%	-2%	
Contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels de CFAO et de PLM <sup>(2)</sup>	9 584	14%	9 753	9 073	14%	+6%	+7%	
Équipements de CFAO et leurs logiciels <sup>(1)</sup>	22 561	34%	23 199	20 751	32%	+9%	+12%	
Contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO et de leurs logiciels <sup>(2)</sup>	12 380	18%	12 777	11 936	19%	+4%	+7%	
Consommables et pièces	15 292	23%	15 738	15 437	24%	-1%	+2%	
Formation, conseil	3 230	5%	3 321	2 810	4%	+15%	+18%	
Divers	609	1%	628	672	1%	-9%	-7%	
<b>Total</b>	<b>67 200</b>	<b>100%</b>	<b>69 063</b>	<b>64 398</b>	<b>100%</b>	<b>+4%</b>	<b>+7%</b>	

(1) Les logiciels des équipements de CFAO, qui figuraient en 2016 dans une rubrique « Nouvelles licences de logiciels » figurent désormais dans la rubrique « Équipements de CFAO et leurs logiciels ». Le montant correspondant de 2016 (€ 2 688 milliers) a été retraité en conséquence pour permettre la comparaison avec les données de 2017.

(2) Les contrats d'évolution des logiciels et de services en ligne relatifs aux logiciels des équipements de CFAO, qui figuraient précédemment dans la rubrique « Contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels » sont présentés maintenant dans la rubrique « Contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO et de leurs logiciels ». Le montant correspondant de 2016 (€ 2 810 milliers) a été retraité en conséquence pour permettre la comparaison avec les données de 2017.

#### Chiffre d'affaires par nature

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> juillet au 30 septembre							
	2017			2016		Variation 2017/2016		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2016	Réel	%	Données réelles		
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes <sup>(1)</sup>	29 945	45%	30 795	27 952	43%	+7%	+10%	
Chiffre d'affaires récurrent <sup>(2)</sup> , dont :	37 255	55%	38 269	36 446	57%	+2%	+5%	
- contrats récurrents	21 963	33%	22 530	21 009	33%	+5%	+7%	
- consommables et pièces	15 292	23%	15 738	15 437	24%	-1%	+2%	
<b>Total</b>	<b>67 200</b>	<b>100%</b>	<b>69 063</b>	<b>64 398</b>	<b>100%</b>	<b>+4%</b>	<b>+7%</b>	

(1) Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels, des équipements de CFAO, de formation et de conseil, ainsi que les interventions ponctuelles réalisées sur la base installée.

(2) Le chiffre d'affaires récurrent est de deux natures et comprend :

- les contrats récurrents : contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels de CFAO et de PLM, et contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO et de leurs logiciels, renouvelables annuellement ;
- le chiffre d'affaires des consommables et pièces, statistiquement récurrent.

## 5.2 Neuf premiers mois de 2017

### Chiffre d'affaires par région

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 septembre							
	2017			2016		Variation 2017/2016		
	Réel	%	A cours de change 2016	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Europe, dont :	86 046	42%	86 362	79 492	41%	+8%	+9%	
- France	13 845	7%	13 845	13 221	7%	+5%	+5%	
Amériques	50 553	24%	49 986	50 885	27%	-1%	-2%	
Asie - Pacifique	54 765	27%	55 248	48 798	26%	+12%	+13%	
Autres pays	14 349	7%	14 069	11 568	6%	+24%	+22%	
<b>Total</b>	<b>205 713</b>	<b>100%</b>	<b>205 666</b>	<b>190 743</b>	<b>100%</b>	<b>+8%</b>	<b>+8%</b>	

### Chiffre d'affaires par activité

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 septembre							
	2017			2016		Variation 2017/2016		
	Réel	%	A cours de change 2016	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Nouvelles licences de logiciels de CFAO et de PLM <sup>(1)</sup>	12 352	6%	12 317	10 448	5%	+18%	+18%	
Contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels de CFAO et de PLM <sup>(2)</sup>	28 681	14%	28 653	27 194	14%	+5%	+5%	
Équipements de CFAO et leurs logiciels <sup>(1)</sup>	66 961	33%	67 126	62 061	33%	+8%	+8%	
Contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO et de leurs logiciels <sup>(2)</sup>	37 538	18%	37 556	34 196	18%	+10%	+10%	
Consommables et pièces	48 693	24%	48 495	46 801	25%	+4%	+4%	
Formation, conseil	9 861	5%	9 886	8 356	4%	+18%	+18%	
Divers	1 627	1%	1 633	1 689	1%	-4%	-3%	
<b>Total</b>	<b>205 713</b>	<b>100%</b>	<b>205 666</b>	<b>190 743</b>	<b>100%</b>	<b>+8%</b>	<b>+8%</b>	

(1) Les logiciels des équipements de CFAO, qui figuraient en 2016 dans une rubrique « Nouvelles licences de logiciels » figurent désormais dans la rubrique « Équipements de CFAO et leurs logiciels ». Le montant correspondant de 2016 (€ 7 645 milliers) a été retraité en conséquence pour permettre la comparaison avec les données de 2017.

(2) Les contrats d'évolution des logiciels et de services en ligne relatifs aux logiciels des équipements de CFAO, qui figuraient précédemment dans la rubrique « Contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels » sont présentés maintenant dans la rubrique « Contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO et de leurs logiciels ». Le montant correspondant de 2016 (€ 8 049 milliers) a été retraité en conséquence pour permettre la comparaison avec les données de 2017.

### Chiffre d'affaires par nature

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 septembre							
	2017			2016		Variation 2017/2016		
	Réel	%	A cours de change 2016	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes <sup>(1)</sup>	90 801	44%	90 962	82 553	43%	+10%	+10%	
Chiffre d'affaires récurrent <sup>(2)</sup> , dont :	114 912	56%	114 704	108 190	57%	+6%	+6%	
- contrats récurrents	66 219	32%	66 209	61 389	32%	+8%	+8%	
- consommables et pièces	48 693	24%	48 495	46 801	25%	+4%	+4%	
<b>Total</b>	<b>205 713</b>	<b>100%</b>	<b>205 666</b>	<b>190 743</b>	<b>100%</b>	<b>+8%</b>	<b>+8%</b>	

(1) Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels, des équipements de CFAO, de formation et de conseil, ainsi que les interventions ponctuelles réalisées sur la base installée.

(2) Le chiffre d'affaires récurrent est de deux natures et comprend :

- les contrats récurrents : contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels de CFAO et de PLM, et contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO et de leurs logiciels, renouvelables annuellement ;
- le chiffre d'affaires des consommables et pièces, statistiquement récurrent.

### Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes par marché sectoriel

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 septembre						
	2017			2016		Variation 2017/2016	
	Réel	%	A cours de change 2016	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Mode et habillement	41 022	45%	40 936	34 300	42%	+20%	+19%
Automobile	36 309	40%	36 459	34 910	42%	+4%	+4%
Ameublement	8 773	10%	8 850	8 406	10%	+4%	+5%
Autres industries	4 697	5%	4 717	4 937	6%	-5%	-4%
<b>Total</b>	<b>90 801</b>	<b>100%</b>	<b>90 962</b>	<b>82 553</b>	<b>100%</b>	<b>+10%</b>	<b>+10%</b>

## 6. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2017 (en milliers d'euros)	Europe	Amériques	Asie-Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	86 046	50 553	54 765	14 349	-	205 713
Résultat opérationnel	15 480	8 395	4 076	3 211	(2 110)	29 052

Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2016 (en milliers d'euros)	Europe	Amériques	Asie-Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	79 493	50 885	48 798	11 567	-	190 743
Résultat opérationnel	13 173	7 029	3 031	1 786	1 588	26 607

Le résultat opérationnel obtenu par l'addition des résultats des secteurs est identique au résultat opérationnel tel qu'il figure dans les états financiers consolidés du Groupe ; aucune réconciliation n'est donc nécessaire.

## 7. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2017 (en milliers d'euros)	Trésorerie brute	Dettes financières	Trésorerie nette
Cash-flow libre	19 211	-	19 211
Augmentations de capital <sup>(1)</sup>	1 354	-	1 354
Achat et vente par la société de ses propres actions <sup>(2)</sup>	(72)	-	(72)
Versement de dividendes	(10 977)	-	(10 977)
Effet de la variation des devises – divers	(1 175)	-	(1 175)
<b>Variation de la période</b>	<b>8 341</b>	<b>-</b>	<b>8 341</b>
Situation au 31 décembre 2016	75 696	-	75 696
Situation au 30 septembre 2017	84 037	-	84 037
<b>Variation de la période</b>	<b>8 341</b>	<b>-</b>	<b>8 341</b>

(1) Résultant exclusivement de l'exercice d'options de souscription d'actions

(2) Uniquement au travers du contrat de liquidité confié à Exane BNP Paribas (cf. note 9)

Le cash-flow libre au 30 septembre 2017 s'élève à € 19,2 millions. Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de € 27,3 millions, d'investissements de € 5,0 millions et d'une augmentation du besoin en fonds de roulement de € 3,1 millions.

Les principales variations du besoin en fonds de roulement sont les suivantes :

- – € 5,0 millions proviennent de la diminution des créances clients (la variation des créances figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés est obtenue en tenant compte de la rubrique « Produits constatés d'avance » dans l'état de la situation financière, qui comprend, pour l'essentiel, la quote-part des contrats récurrents facturés qui n'est pas encore reconnue en chiffre d'affaires) ;
- + € 5,3 millions proviennent de la hausse des stocks, compte tenu de l'augmentation de l'activité de production ;
- + € 2,0 millions proviennent de l'augmentation de la créance de Lectra SA sur le Trésor public français relative au crédit d'impôt recherche des neuf premiers mois de 2017, comptabilisé mais non encaissé, après imputation sur l'impôt sur les sociétés à payer par Lectra SA de la même période (cf. note 8 ci-après) ;
- + € 1,2 million provient de la différence entre la partie variable des salaires du Groupe relatifs aux résultats de l'exercice 2016, majoritairement payée en 2017, et celle comptabilisée au cours des neuf premiers mois de 2017, qui sera payée en 2018 ;
- – € 0,4 million provient des variations des autres actifs et passifs courants ; aucune de ces variations, prise individuellement, ne représente un montant significatif.

Le besoin en fonds de roulement au 30 septembre 2017 s'élève à € 1,5 million. Il comprend la créance de € 23,6 millions sur le Trésor public français au titre du crédit d'impôt recherche non encaissé et non imputé sur l'impôt. Retraité de cette créance, le besoin en fonds de roulement est négatif de € 22,0 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

## **8. CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE – CRÉDIT D'IMPÔT COMPÉTITIVITÉ ET EMPLOI**

Le crédit d'impôt recherche et le crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisés dans l'année, lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés, font l'objet d'une créance sur le Trésor public français qui, si elle n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, est remboursée à la société au cours de la quatrième année.

Le crédit d'impôt recherche (€ 5,5 millions) et le crédit d'impôt compétitivité et emploi (€ 0,8 million) des neuf premiers mois de 2017 ont été comptabilisés mais non encaissés.

Les crédits d'impôt compétitivité et emploi relatifs aux neuf premiers mois de 2017 et aux exercices antérieurs ont été intégralement imputés sur l'impôt sur les sociétés à payer par Lectra SA.

Ainsi, au 30 septembre 2017, Lectra SA détient une créance de € 23,6 millions sur le Trésor public français composée du seul solde du crédit d'impôt recherche, après imputation sur l'impôt sur les sociétés de chaque exercice : pour 2017 (€ 2,0 millions), 2016 (€ 2,6 millions), 2015 (€ 5,7 millions), 2014 (€ 6,9 millions) et 2013 (€ 6,3 millions).

Compte tenu de ses estimations des montants de ces crédits d'impôt et de l'impôt sur les sociétés pour les trois prochains exercices, la société n'anticipe pas de décaissement au titre de l'impôt sur les sociétés sur lequel sera intégralement imputé le crédit d'impôt compétitivité et emploi et, le cas échéant, le crédit d'impôt recherche de chaque exercice. Elle devrait ainsi percevoir le remboursement du solde des crédits d'impôt non imputés comme suit : quatrième trimestre 2017 (crédit d'impôt 2013), 2018 (crédit d'impôt 2014), 2019 (crédit d'impôt 2015), 2020 (crédit d'impôt 2016) et 2021 (crédit d'impôt 2017). Cette situation perdurera tant que le montant des crédits d'impôt annuels sera supérieur à celui de l'impôt sur les sociétés à payer.

Si le montant de l'impôt sur les sociétés devait devenir supérieur à celui des crédits d'impôt de l'année, la société continuerait à ne pas décaisser le montant de l'impôt jusqu'à l'imputation de la totalité de la créance correspondante. Puis, elle compenserait chaque année l'intégralité de ces crédits d'impôt sur l'impôt à payer de la même année et devrait décaisser le solde.

## 9. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, la société a acheté 146 292 actions et en a vendu 142 085 aux cours moyens respectifs de € 23,14 et de € 23,18 dans le cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Au 30 septembre 2017, elle détenait 8 492 de ses propres actions (soit 0,03 % du capital social) à un prix de revient moyen de € 24,76, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

## 10. TRÉSORERIE DISPONIBLE ET TRÉSORERIE NETTE

(en milliers d'euros)	30 septembre 2017	31 décembre 2016
Trésorerie et équivalents de trésorerie	84 037	75 696
Emprunts et dettes financières	-	-
<b>Trésorerie nette</b>	<b>84 037</b>	<b>75 696</b>

Le Groupe n'a pas d'emprunts ni de dettes financières. De ce fait, la trésorerie nette est égale à la trésorerie disponible.

## 11. RISQUE DE CHANGE

La politique de gestion du risque de change demeure inchangée par rapport au 31 décembre 2016.

Au cours des neuf premiers mois de 2017, la parité moyenne entre le dollar américain et l'euro a été de \$ 1,11 / € 1.

### Instruments financiers de couverture du risque de change

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 30 septembre 2017 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de € 0,7 million, destinés à couvrir des positions de bilan existantes. La société a ainsi couvert en quasi-totalité ses positions de bilan.

A la date du présent rapport, la société n'a pas couvert son exposition nette au dollar américain sur ses flux d'exploitation.

## 12. SENSIBILITÉ DU MODÈLE ÉCONOMIQUE

### Sensibilité du résultat opérationnel à une variation du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Dans le modèle économique de la société, chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes en plus ou en moins se traduirait par une variation de même sens du résultat opérationnel d'environ € 0,45 million.

### Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel aux variations des cours des devises

La sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel aux variations des cours des devises a été établie sur la base des parités du 31 décembre 2016 des devises dans lesquelles le Groupe réalise son chiffre d'affaires, notamment \$ 1,10 / € 1.

Compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisée en dollar ou dans des devises corrélées au dollar, une baisse de l'euro de 5 cents par rapport au dollar (portant la parité moyenne annuelle à \$ 1,05 / € 1) se traduirait par une augmentation mécanique du chiffre d'affaires annuel 2017 d'environ € 5,0 millions et du résultat opérationnel annuel de € 2,8 millions. A l'inverse, une appréciation de l'euro de 5 cents (soit \$ 1,15 / € 1) se traduirait par une diminution du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel annuels des mêmes montants.

A la date du présent rapport, la parité est de \$ 1,16 / € 1.

En complément des fluctuations par rapport au dollar et aux devises qui lui sont fortement corrélées, l'euro enregistre des variations de sa parité avec les autres devises. Ces variations sont le plus souvent hétérogènes, dans leur sens (à la hausse ou à la baisse) comme dans leur ampleur.